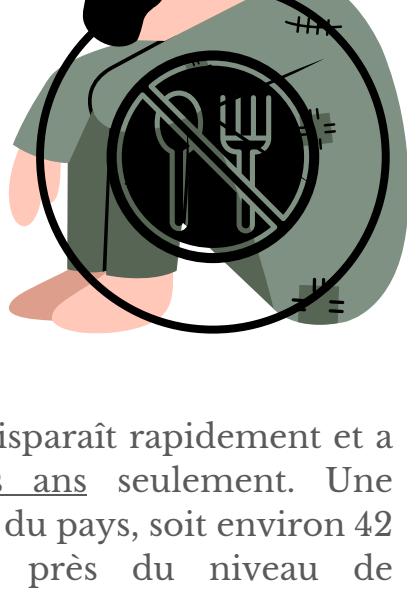


**Les chiffres**

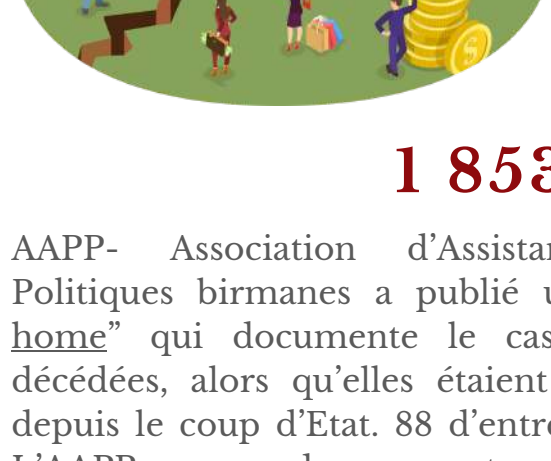
**99**

C'est le nombre de réfugiés birman détenus au Manipur (Inde) entrés en grève de la faim, pour demander leur libération, sans être deportés à la junte birmane.



**50**

La classe moyenne birmane disparaît rapidement et a diminué de 50 % en trois ans seulement. Une proportion stupéfiante de 75 % du pays, soit environ 42 millions de personnes, vit près du niveau de subsistance ou bien en-deçà de celui-ci selon l'UNDP

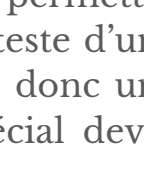


**1 853**

AAPP- Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques birmanes a publié un rapport "No return home" qui documente le cas de 1 853 personnes décédées, alors qu'elles étaient détenues par la junte depuis le coup d'Etat. 88 d'entre elles sont des enfants. L'AAPP ne prend en compte que les cas qu'elle a pu documenter et vérifier, les chiffres réels sont donc probablement bien plus élevés.



**Brèves**



**DIPLOMATIE FRANÇAISE POUR LA BIRMANIE, UN NOUVEL ELAN ?**

Ce mois-ci, nous avons vu plusieurs initiatives de la diplomatie française en faveur de la Birmanie. Un premier envoyé spécial "pour la Birmanie en appui des efforts internationaux" a été nommé; M. C.Lechervy, ancien ambassadeur de France en Birmanie. C'est une première dans l'histoire des relations diplomatiques entre la France et l'Asie du Sud-Est. Une coopération pratique, un soutien aux initiatives de justice et de responsabilité en Birmanie. Par ailleurs, la CIJ-Cour Internationale de Justice a accepté le 3 juillet la déclaration d'intervention de la France et six autres pays, dans le cadre de l'affaire Gambie vs Myanmar, sur l'application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Nous espérons que ces initiatives permettront à la France d'être un soutien effectif dans la quête de justice et de responsabilité pour le peuple birman.

En parallèle, le gouvernement français a établi un accord de coopération judiciaire avec l'IIMM - le mécanisme d'enquête indépendant pour la Birmanie. Cet accord donne le cadre légal à la France pour une coopération judiciaire et "ouvre la voie à un renforcement des enquêtes sur les crimes internationaux commis en Birmanie, notamment contre les Rohingyas". Une coopération pratique qui concrètement permet l'échange d'informations dans un cadre judiciaire : un soutien aux initiatives de justice et de responsabilité en Birmanie. Par ailleurs, la CIJ-Cour Internationale de Justice a accepté le 3 juillet la déclaration d'intervention de la France et six autres pays, dans le cadre de l'affaire Gambie vs Myanmar, sur l'application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Nous espérons que ces initiatives permettront à la France d'être un soutien effectif dans la quête de justice et de responsabilité pour le peuple birman.

**CES BANQUES QUI PERMETTENT L'ACHAT D'ARMES ET EQUIPEMENTS DE LA JUNTE BIRMANE**

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits humains en Birmanie a sorti un nouveau rapport : "Commerce de la mort : comment les banques et les gouvernements soutiennent la junte militaire au Myanmar". Ce dernier retrace les banques étrangères qui facilitent l'achat par la junte d'armes et matériel connexe, lui permettant de poursuivre sa sanglante campagne de violence contre son peuple.

Alors que son précédent rapport désignait Singapour comme une plateforme financière capitale pour l'achat d'armes par la junte, il constate que le flux de matériel d'armement à destination de la Birmanie provenant de sociétés enregistrées à Singapour a chuté de près de 90 % par rapport à l'année précédente. Les achats annuels d'armes et matériels militaires via le système bancaire officiel ont chuté de 377 millions de dollars à 253 millions de dollars. Un revirement substantiel et une preuve de l'impact des recherches et actions internationales, telles que les sanctions bancaires américaines, bien que amoindri par l'absence de coordination.

Néanmoins, la junte s'est adaptée à ce nouveau contexte et a trouvé de nouveaux appuis, particulièrement en Thaïlande. Elle y a, en effet, importé deux fois plus d'armes et matériels connexes via la Thaïlande que l'année précédente, les banques thaïlandaises jouant désormais un rôle crucial dans la fourniture d'armes à la junte birmane. Le rapport identifie 16 banques dans 7 pays comme principaux soutiens de ces transactions. Nombre d'entre elles ont des actionnaires étrangers, y compris européens, comme la Siam Commercial Bank, dont BNP est le deuxième actionnaire, bien qu'avec moins de 1% des parts.

"Les banques internationales qui facilitent les transactions incluant des banques d'Etat du Myanmar risquent de faciliter les attaques militaires contre les civils du Myanmar. Je leur demande instamment de cesser de le faire. Les banques ont l'obligation fondamentale de ne pas faciliter les crimes, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité"



Tom Andrews

**SANGHA, DES DIVISIONS ENFIN VISIBLES**

Depuis le coup d'Etat, la puissante communauté monastique de Birmanie a été bien silencieuse. Certains lui ont reproché son silence face aux multiples souffrances du peuple birman, alors qu'après la mal nommée "révolution de Safran" de 2007, sa potentielle capacité de mobilisation contre la nouvelle dictature est évidente. Si des moines de tous niveaux ont exprimé publiquement leurs soutien à la "révolution de printemps" ou plus généralement à la population, il n'y a pas eu -encore- d'impulsion coordonnée de l'institution. La junte a elle massivement utilisé le recours aux religieux comme outil de légitimation de son action, construisant un bouddha géant en pleine crise économique et humanitaire, organisant des cérémonies grandiloquentes et libérant et soutenant les moines les plus extrémistes.

Cette apathie d'apparence du Sangha qui l'a préservé des divisions de la guerre civile pourrait bien céder face aux dernières exactions de la junte. Le 19 juin dans la région de Mandalay, les soldats de la junte tirent à vue sur un véhicule roulant fenêtres fermées qui double un de leurs camions ; ils tuent sur le coup un moine de haut rang -abbé- blessant le conducteur ainsi que le moine qui l'accompagnait. La junte s'empresse alors de blâmer les PDF-Force de défense du peuple pour l'assassinat du religieux, une réaction habituelle de la junte, mais c'était sans compter sur le témoignage du moine qui accompagnait l'abbé, qui s'est rapidement répandu sur internet. Sentant le caractère explosif de la situation, la junte s'est publiquement excusée et a annoncé l'ouverture d'une enquête.. La colère gronde la communauté monastique, dont certains membres se sont lancés notamment dans la région de Sagaing dans une grève de l'aumône, un boycott, refusant nourriture et dons des militaires.

Un autre moine a été assassiné quelques jours plus tard dans des conditions similaires, en voiture dans la région de Mandalay. La junte a, pour l'instant, refusé de rendre son corps et tente une fois de plus de blâmer ses opposants armés. Ces accusations répétées font craindre du côté des forces anti-junte une volonté de manipulation de la junte vers une "guerre de religion", où elle se positionnerait en seul défenseur possible du Sangha. Selon un témoignage de PDF dans The Diplomat "Cela a commencé au début de l'année dernière, ils veulent le clergé bouddhiste de leur côté. Pour cela des moines sont tués, les militaires nous montrent du doigt et s'en servent pour tenter d'obtenir le soutien du clergé. (...) L'armée est désespérée et capable d'essayer tout ce qu'elle peut imaginer, ce qui nous laisse dans une situation très sombre".

**ETAT RAKHINE DES VICTOIRES MILITAIRES, SOURCE D'ESPOIR ?**

Alors que l'Arakan Army-AA continue d'enregistrer des succès militaires avec notamment la prise de station balnéaire et de l'aéroport de Thandwe, les voix des civils derrière le fracas des armes semblent difficiles à entendre. La capitale Sittwe est encore sous contrôle de la junte, qui a vidé les villages environnants de leurs habitants, les forçant à détruire leurs maisons et à s'établir dans Sittwe devenant ainsi les boucliers humains de la prochaine grande bataille de l'Etat. Les témoignages de civils Rohingyas, attestant de persécution tant par la junte que l'AA se multiplient posant de nombreuses questions, sur l'avenir de cette minorité persécutée (Ex. persistance dans leurs terres de l'Etat Rakhine, rapatriement du millions de réfugiés au Bangladesh) mais aussi sur l'avenir de la révolution birmane dans son ensemble. En effet, les réactions aux accusations de violence de l'AA dans le camp anti-junte se sont fait rares et très "diplomatiques", l'AA étant l'une des principales forces armées du pays. Pourtant ce qui se joue en Rakhine pourrait bien définir l'un des visages de la future Birmanie, de la société qu'elle souhaite (re)construire à ses relations extérieures, régionales et internationales.

Alors que la force humanitaire ne fait qu'empirer et que l'ensemble des populations civiles souffre terriblement, quelles aides humanitaires pourraient bien être délivrées dans les nouveaux territoires de l'AA et avec quels supports, si cette dernière s'entête dans sa rhétorique et ses actions anti-rohingya ? Le récent pillage et incendie d'un entrepôt de vivres du PAM qui aurait permis de nourrir 64 000 personnes n'est pas un signe positif. En parallèle, l'instauration de l'AA en Etat Chin dans la Paletwa prise à la junte en janvier, a cristallisé les tensions dans les groupes anti-junte Chin. Une triste illustration a été ce mois-ci les tirs croisés entre deux groupes Chin anti-junte, l'un soutenant l'AA, l'autre non, lors d'une attaque non coordonnée contre une base de l'armée. Côté Indien, une OSC au Mizoram a décidé de bloquer la route menant à Paletwa étant que les marchandises envoyées depuis le Mizoram pour aider les habitants étaient redirigées vers l'AA, qui "attaque les communautés Chin". Pour rappel, Paletwa est un maillon essentiel du projet de transport multimodal de Kaladan, financé par l'Etat central indien. Le Bangladesh voisin suit avec inquiétude ces récents développements qui l'impactent de multiples façons: tire croisé et afflux de réfugiés le long de sa frontière, accès empêché à certaines de ses îles.. Un député bangladais allant jusqu'à déclarer que l'AA aurait des ambitions sur Cox Bazar! Chaque déclaration et actions de l'AA comme des autres groupes armés et politiques anti-junte sur le sujet sont désormais suivies avec une attention particulière au vu des enjeux pour l'ensemble de la Birmanie et des pays voisins.

**FIN DU CESSEZ-LE-FEU DANS LE NORD-EST**

Après cinq mois de cessez-le-feu négocié par la Chine et relativement respecté entre la junte et l'alliance de la fraternité, les combats ont repris ce mois-ci, malgré la mousson. La TNLA- l'armée de libération Ta'ang a accusé la junte d'avoir rompu le cessez-le-feu via notamment des attaques aériennes. L'opération 1027, qui avait donné un nouveau souffle à la résistance, est réactivée.

Le nord de la région de Mandalay est désormais concerné directement par l'opération, à laquelle sont joints les Mandalay PDF. La ville de Mogok (connue pour ses ressources minières notamment les rubis), les routes d'approvisionnement de Pyin Oo Lwin (base militaire importante), l'approvisionnement de Lashio (capitale de l'Etat Shan) et les bases militaires frontalières à la région de Mandalay et à l'Etat Shan, semblent être les principales cibles.

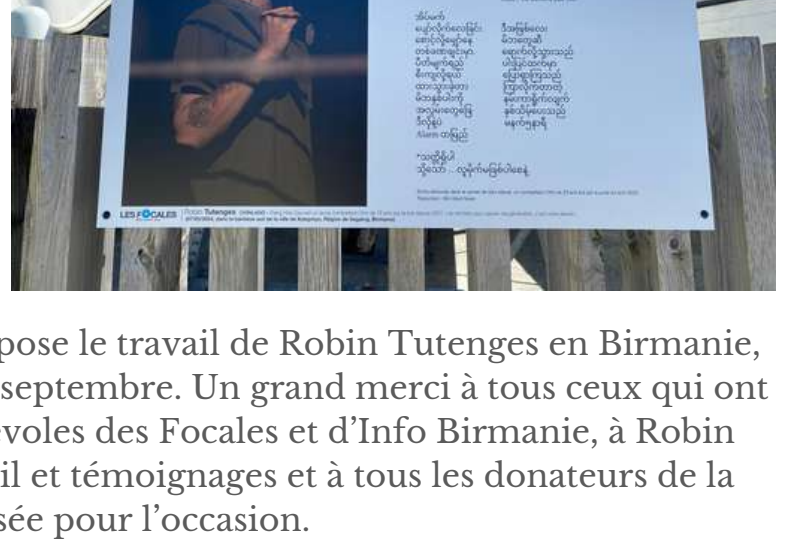
La junte n'a pour le moment pas communiqué sur la reprise des combats dans cette zone, à l'exception de forces anti-junte. En effet, à chaque base, village... gagnés par la résistance, de nombreuses photos circulent sur les réseaux sociaux proclamant la prise du pont de Goteik, de plusieurs bases dans la région de Mandalay ou encore leur entrée dans Mogok. Ces batailles simultanées auraient bloqué des centaines de civils qui tentaient de fuir les combats, notamment via l'axe routier Mogok-Mandalay.

**Publication**

**DEFIANCE, CIVIL RESISTANCE AND EXPERIENCES OF VIOLENCE UNDER MILITARY RULE IN MYANMAR**

IRASEC-Institut de recherche sur l'Asie du Sud-est contemporaine. Manuscrit disponible gratuitement en ligne, pour le moment uniquement en anglais.

**Exposition**



Le festival "Les Focales - Bretagne Sud" expose le travail de Robin Tutenges en Birmanie, "Chinland", en libre accès du 30 juin au 30 septembre. Un grand merci à tous ceux qui ont rendu cette exposition possible, aux bénévoles des Focales et d'Info Birmanie, à Robin Tutenges qui partage avec vous son travail et témoignage et à tous les donateurs de la collecte organisée pour l'occasion.

**L'image du mois**



Tom Andrews, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits humains, exceptionnellement présent à Paris, reçu par Mr Romero Michel et Mme Garrigos au nom de la maire de Paris, avec Info Birmanie.

Sitagu, moine ultranationaliste et soutien de la junte, s'est excusé de son absence aux funérailles de l'abbé assassiné par l'armée (brève mais haut) en annonçant sa visite en Suisse, qui s'est accompagnée d'une escapade à Monaco et en Allemagne.

Photo de la manifestation organisée à l'aéroport en Allemagne.

